

Chers camarades,

Notre Conseil national se tient au moment où la campagne de l'élection présidentielle entre dans une nouvelle phase.

Les primaires socialistes ont clarifié les conditions dans lesquelles la bataille allait se mener, en même temps qu'elles ont apporté de nouveaux éléments d'appréciation sur l'état d'esprit du pays.

Nous devons apprécier la situation nouvelle dans laquelle nous nous trouvons.

Pour ce faire, nous devons prendre en compte d'autres événements qui, depuis notre session de septembre, nous ont également éclairés sur cet état d'esprit et sur le contexte politique, qui continue d'évoluer rapidement. J'en cite quatre : le succès de la Fête de l'Humanité et de l'entrée en campagne du Front de gauche, marquée par une diffusion immédiatement massive du programme « L'humain d'abord », dont les chiffres de tirage dépassent déjà les 220 000 exemplaires ; le basculement, inédit dans la Ve République, de la majorité du Sénat à gauche ; la persistance d'une résistance sociale multiforme avec de nombreux conflits dont l'écho est national, comme Fralib, les Fonderies du Poitou, la raffinerie Lyondellbasell, Arcelor-Mittal, et les journées d'action dans l'éducation du 28 septembre et interprofessionnelle, le 11 octobre ; enfin, la mise en ordre de bataille de la droite, autour de Nicolas Sarkozy, notamment après le renoncement de la candidature de Jean-Louis Borloo.

Tous ces événements interviennent alors que la crise du système, loin d'être endiguée, ne cesse de s'aggraver et pourrait même rapidement connaître – peut-être même dans les jours qui viennent – de très sérieuses accélérations.

Des dangers nouveaux se précisent auxquels les gouvernements capitalistes tentent de faire face d'une manière dont le coût pourrait s'avérer dramatique pour tous les peuples européens. La réponse à cette crise sera au cœur de la confrontation politique de 2012. Les forces de gauche sont mises au défi d'apporter des réponses nouvelles.

Dans ces conditions, l'objet de notre Conseil national devrait à mes yeux être triple : premièrement, analyser, dans ce contexte de crise, la nouvelle situation politique à l'issue des primaires socialistes ; deuxièmement, énoncer les objectifs que nous nous fixons d'ici juin 2012 ; troisièmement, choisir et préciser pour y parvenir les axes principaux de notre mobilisation

Crise : une gravité confirmée et des dangers nouveaux

La crise sera tout à la fois la toile de fond et le cœur de l'affrontement social et politique de toute l'année à venir. Nos analyses sont confirmées au fil de ses développements de plus en plus spectaculaires, tandis que l'incapacité des dirigeants capitalistes à la juguler, au premier rang desquels Nicolas Sarkozy, Christine Lagarde, Angela Merkel et les responsables de la BCE, est maintenant évidente.

Après nous avoir vendu la solution à la crise grecque et européenne en mai 2010, lors d'un premier accord à Bruxelles, ils ont remis cela le 21 juillet dernier en qualifiant à nouveau d'« historique » un nouvel accord européen d'ores et déjà caduc. Jeudi à Francfort, Nicolas Sarkozy déclarait à nouveau : « le destin de l'Europe se joue dans les dix jours ». Et les dirigeants européens semblent incapables de se mettre d'accord ce dimanche, envisageant déjà la convocation d'un nouveau sommet pour mercredi 26.

En vérité, leurs plans successifs échouent à endiguer la crise, l'aggravant même, et restent calés dans les mêmes rails : soutien et garanties sans cesse accrus au système bancaire et financier pour prévenir son effondrement ; et en contrepartie austérité décuplée pour les salaires, les retraites, les dépenses sociales et publiques. Ce couple infernal est train d'étouffer des pays entiers comme la Grèce, les finances publiques de la plupart des pays européens, le budget de toutes les collectivités locales et celui de millions de familles qui n'arrivent plus ni à travailler ni à vivre. Le remède est pire que le mal. La Grèce asphyxiée, rackettée et toujours plus endettée, Dexia pour la seconde fois en faillite, les plans européens chaque fois caducs à peine adoptés, la récession assurée en bout de course... Rien ne marche, alors que nous y engouffrons, et gâchons, des ressources colossales. Derrière leur activisme affiché, les dirigeants du pays et de l'Union sont comme paralysés, tétanisés par les injonctions des puissances financières qui les somment de défendre leurs intérêts, incapables de remettre en cause les dogmes qui ne font qu'alimenter les engrenages de la crise.

Les contradictions d'intérêts grandissent et menacent désormais d'éclatement toute la zone euro. Les négociations en cours sont plus que jamais un bras de fer mené par les Allemands pour imposer à la faveur de la crise leur domination renforcée.

Le pire c'est qu'il n'y a aucune sortie de crise dans cette voie. La crise n'est pas une crise de la dette telle qu'on nous la décrit depuis des mois, mais plus que jamais une crise du système capitaliste tel qu'il s'est mondialisé dans les dernières décennies.

Pour pallier la crise de rentabilité née dans les années 1970, les groupes capitalistes ont mobilisé, en les additionnant, les immenses possibilités technologiques de la révolution informationnelle, celles de la mise en concurrence acharnée ouverte par la déréglementation de tous les marchés, et celle d'une expansion organisée des marchés financiers et de la création monétaire au service de leurs objectifs. Cela a conduit, tout à la fois, à l'explosion mondiale du chômage et de la précarité (plus de deux cent millions de chômeurs et un milliard d'actifs sur trois souffrent de sous-emploi et de pauvreté dans le monde selon le BIT), et à l'accumulation d'immenses ressources financières gagées non sur la fortification des

économies nationales et l'enrichissement du salariat mondial, mais sur l'endettement croissant des ménages, des entreprises, des banques, des États, et sur une spéculation effrénée sur les besoins humains insatisfaits, comme le logement, l'énergie ou l'alimentation.

C'est cet endettement spéculatif qui explosé en 2007-2008, déstabilisant le système bancaire. C'est ensuite l'ampleur des interventions des États et de la création monétaire de la Réserve fédérale américaine et de la BCE pour sauver les banques et le système qui a provoqué la crise des dettes publiques européennes et de l'euro, et amplifié la menace d'une explosion des énormes dettes publiques américaines, dont le plafond légal avoisine désormais les 15.000 milliards de dollars !

Voilà la vérité ! C'est avec ces logiques sur lesquelles s'est développé le capitalisme mondialisé qu'il faut rompre, en cessant d'encourager la croissance financière et spéculative contre la réponse aux besoins d'un développement humain juste et solidaire. C'est d'autant plus impératif que les enjeux de transformation civilisationnels liés au réchauffement climatique, à la transition énergétique, à la réponse aux besoins alimentaires, même s'ils ont disparu de la une de l'actualité, n'attendent pas et appellent des bouleversements profonds des logiques de développement. Or ni les logiques financières actuelles, ni le traitement de la crise par l'austérité ne permettent d'affronter ces enjeux avec l'ambition et la solidarité nécessaire.

Autrement dit, la vraie bataille n'oppose pas les « bons » gestionnaires aux laxistes. Bien « gérer » le nez collé à la note triple A, c'est s'assurer d'aller droit à la catastrophe. La vraie bataille oppose ceux qui prennent la mesure de la crise et ceux qui refusent d'en tirer les conséquences, et je dirai même ceux qui ont des solutions à la crise et ceux qui, faute de vouloir s'attaquer aux logiques du système en crise, n'en ont pas. Le prétendu « réalisme » de ceux-là n'est en fait que du fatalisme et de la résignation devant le pouvoir mortifère des puissances d'argent.

Il n'y a pas de sortie de crise sans recul du pouvoir des marchés financiers, voilà ce qu'il est, en vérité, raisonnable d'affirmer. C'est renoncer à faire reculer ce pouvoir et, pire encore, continuer à s'y plier qui, dans la situation, est une folie.

C'est donc à une bataille politique considérable, dans la durée, que nous appelle cette situation historique, avec l'objectif de permettre le développement d'une réaction populaire de masse contre l'austérité aggravée et la régression sociale, autour de solutions de sortie de crise progressistes contre le pouvoir des banquiers et des marchés financiers. Sans cela, l'Europe pourrait connaître son plus grand recul social depuis 1945.

Notre ambition est de favoriser la montée d'un rapport de forces social et politique favorable à ces solutions de sortie de crise tout au long de l'année qui vient et de les faire grandir, notamment dans les échéances électorales de 2012. Cela va supposer une énorme bataille politique pour sortir le débat du cadre dominant imposé, comme nous avons réussi à le faire en 2005 pour le TCE ou en 2010 pour les retraites. Le Front de gauche et ses candidatures, c'est l'arme pour faire entendre ce débat dans une compétition présidentielle qui sinon l'étouffera.

Je reviendrai sur ce que cela doit signifier pour nos thèmes d'action et de campagne. Mais je veux tout de suite dire que si cette bataille doit se mener dans la durée, nous devons aussi savoir réagir et riposter coup pour coup au chantage politique désormais quotidien exercé par les puissances d'argent contre la liberté de choix des peuples. Après la menace de *Moody's* de dégradation de la note de la France, *L'Humanité* avait raison de titrer mercredi : « *Moody's* veut faire main basse sur le débat présidentiel ». Oui, la démocratie est mise en cause par ce terrorisme de la finance qui croit pouvoir dicter aux peuples et aux gouvernements leur conduite sous la menace permanente. Ce n'est pas aux agences de notation de dicter leur loi. Et je vous propose que nous ne laissions plus passer sans réagir cette stratégie du chantage. Nous pourrions envoyer un signal fort de riposte en organisant, le jeudi 27 octobre à 18h00, une semaine avant la réunion du G20 à Cannes, un rassemblement de la colère devant les locaux de l'agence *Moody's*, boulevard Haussmann à Paris, pour dire : « Stop au chantage de la finance. Oui à la liberté de choix de notre peuple ».

La situation politique à l'issue des primaires socialistes

J'en viens dans ces conditions à la situation politique en commençant par les primaires socialistes closes il y a cinq jours maintenant avec la désignation de François Hollande comme candidat du Parti socialiste et du PRG à l'élection présidentielle.

Le résultat des primaires socialistes appelle deux types de remarques : sur le processus lui-même ; et sur la candidature socialiste auquel il a abouti.

Ces primaires, premières du genre en France, ont été marquées par une incontestable mobilisation citoyenne : près de trois millions de votants à l'un ou l'autre des deux tours.

Cette participation exprime d'abord un désir massif de se débarrasser de Nicolas Sarkozy, confirmé par toutes les enquêtes d'opinion. Choisir la candidature la mieux placée pour y parvenir a d'ailleurs été une motivation forte déclarée tout au long du processus. Après avoir favorisé DSK, jusqu'à la détestable affaire de l'hôtel *Sofitel*, cet argument a joué en faveur de François Hollande. Elle marque ensuite l'intérêt pour le débat de contenus et de propositions, que nous sentons nous-mêmes avec la vente du programme. Les scores d'audience des débats télévisés ont été à cet égard significatifs et bien supérieurs au taux de participation au vote. Enfin, elle souligne l'envie d'intervention citoyenne directe dans les processus de décision. Au total, l'intensité de la disponibilité citoyenne doit retenir notre attention.

Cela valide totalement notre démarche de priorité au projet, de confrontation publique sur ce projet, et notre offre publique de débat, réitérée hier soir par Jean-Luc Mélenchon sur TF1. Nous allons ainsi au devant d'une forte attente. Nous devons donc les porter avec audace.

A ce propos, il serait curieux que dans les médias ou au Parti socialiste, on nous oppose une fin de non recevoir. L'irruption citoyenne n'est pas une parenthèse réservée à un dimanche de primaires. Elle est la condition d'une mobilisation victorieuse. Le débat à gauche existe. C'est un fait, singulièrement sur les enjeux cruciaux de réponse à la crise. La réalité va très vite

rattraper ceux qui chercheraient à l'esquiver, avant ou après la présidentielle. Et la preuve est faite par les primaires elles même que le débat d'idées, le débat public, la confrontation d'options diverses ne démobilisent pas, ne désespèrent pas, n'ennuient pas. Ils mobilisent, stimulent, passionnent.

Nous voulons donc avec le Front de gauche amplifier ce débat pour la réussite de la gauche, d'une politique de gauche. Cela reste d'autant plus nécessaire que pour le moment, y compris dans les primaires socialistes, les catégories populaires restent encore très massivement à l'écart, marquées par le scepticisme et le doute sur la possibilité d'un changement répondant à leurs intérêts.

Les primaires socialistes sont par ailleurs restées marquées par leur tare originelle : un présidentialisme qui fait la part belle à la logique sondagière du « favori », ce qui conduit in fine à minimiser le contenu de projet, en attendant les désillusions futures.

La réussite de ces primaires socialistes ne nous fait d'ailleurs pas changer d'opinion sur les travers de ce processus, qui contribue à diffuser plus encore la logique présidentialiste dans notre vie politique. Le paradoxe est là. Les primaires ont mobilisé le désir d'intervention au service de l'élection qui la favorise le moins. Nous restons convaincus que la revalorisation de l'enjeu législatif, la bataille pour la démocratisation de nos institutions, grâce notamment à la proportionnelle, la refondation démocratique d'une VI^e République, seuls à même de diffuser le pouvoir dans la société, restent des questions clés pour réussir à changer la politique, à changer de politique.

On retrouve d'ailleurs le paradoxe de cette primaire dans le score surprise d'Arnaud Montebourg au premier tour et sa digestion dans le second tour. 455 000 électrices et électeurs d'Arnaud Montebourg ont cherché, pour une grande part, à dire leur exigence d'une mise au pas des marchés financiers. Et ce fait a marqué le sens du premier tour. Mais au terme du second, ces motivations restent largement sans voix. Ni Martine Aubry, ni François Hollande n'ont sérieusement infléchi leurs positions en ce sens. Quant à Arnaud Montebourg lui-même, le jeune lion qui devait rugir très fort a fini en miaulant très doucement, laissant dans l'incompréhension de son ralliement à François Hollande bon nombre de ses soutiens. Reste que le vote Montebourg, et à son opposé le très faible score d'un Manuel Valls archi-médiatisé depuis des mois, témoigne d'une forte recherche à gauche qui persiste au cœur de l'électorat socialiste et plus largement de gauche. C'est cette indication de plus que le débat présidentiel n'est pas clos par les primaires. Il est devant nous, avec le peuple.

Au terme de ces primaires, le candidat socialiste est donc François Hollande, largement choisi au terme du vote final à plus de 56%. Martine Aubry reste première secrétaire, avec un partage des tâches à la direction qui renforce les positions du candidat socialiste sur le projet et sur la désignation des candidats aux législatives. La gauche du PS est affaiblie par le ralliement d'Arnaud Montebourg, même si Benoît Hamon sauve, pour le moment, son poste de porte-parole.

C'est à partir de là que nous avons à travailler, avec deux objectifs qui, à mes yeux, restent pour nous inchangés : tout faire pour battre Nicolas Sarkozy, sa majorité UMP et leur politique néfaste ; et rassembler la gauche sur un projet de nature à sortir le pays de la crise et à améliorer le sort du plus grand nombre.

Quatre candidats sont désormais déclarés à gauche : François Hollande, notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, pour le Front de gauche, Eva Joly pour EELV, Nathalie Artaud pour Lutte Ouvrière. Le candidat du NPA, Philippe Poutou, pourrait s'y ajouter s'il obtient 500 signatures. C'est le plus faible nombre de candidats à gauche depuis très longtemps.

Le projet de François Hollande, qui devient un prétendant sérieux à la victoire, n'est pas le nôtre. Nous n'avons d'ailleurs pas participé à la primaire pour la raison qu'elle s'organisait autour d'un projet socialiste qui ne nous convenait pas sur le fond. Pour les mêmes raisons, nous nous sommes abstenus de toute consigne. Martine Aubry, si elle avait été choisie, aurait eu ce même projet pour feuille de route.

François Hollande indique aujourd'hui qu'il ajustera son projet présidentiel à partir de cette matrice commune, et qu'il en prendra le temps. Notons que les inflexions qu'il suggère à ce jour ne sont pas faites pour nous rassurer : alliance souhaitée jusqu'au centre ; respect draconien des injonctions européennes de réduction des déficits ; contrat de générations qui fait la part belle aux exonérations de cotisations sociales patronales ; visite immédiate à Zapatero dont le gouvernement socialiste se prépare le 20 novembre à une défaite électorale cuisante pour avoir appliqué avec zèle l'austérité au peuple d'Espagne...

Dans le même temps, François Hollande continue de revendiquer le nécessaire rassemblement de la gauche et des millions d'électrices et d'électeurs que nous voulons nous-mêmes rassembler investissent en lui leur désir de battre Sarkozy.

Nous devons donc pousser le débat et la confrontation pour faire bouger la situation et, grâce à la percée du Front de gauche et de ses idées, permettre la constitution d'une nouvelle majorité porteuse d'une politique alternative à celle de Nicolas Sarkozy.

François Hollande semble chercher à incarner une position « centriste » à mi-chemin entre communistes et partisans de François Bayrou.

Soyons clairs, ce « centrisme » n'existe pas. Et nous, avec le Front de gauche nous entendons bien éclaircir cette contradiction en faisant de nos propositions de combat contre le pouvoir des marchés financiers des positions centrales à gauche et capables de rassembler largement.

A sa manière, François Bayrou vient d'éclairer cette contradiction dans un entretien au journal « Le Monde ». En défenseur acharné de la « règle d'or » de réduction des déficits qu'il est depuis longtemps, il y déclare « in-sou-te-nables », en détachant les syllabes comme il le dit, les engagements sociaux du projet socialiste. Et il ajoute : « François Hollande prétend que sa majorité peut aller des communistes, des écologistes, jusqu'aux centristes. Cette majorité n'existera pas. Il y a deux thèses irréconciliables. »

Les choses sont donc claires et nous en sommes nous-mêmes convaincus. Seul le rassemblement à gauche dans la clarté peut ouvrir la voie d'une victoire solide et bénéfique pour notre peuple.

Comment y travailler dans ces conditions ?

Europe-Ecologie-Les Verts annonce vouloir conclure dans les semaines à venir un « pacte de coalition » et un accord législatif avec le Parti socialiste. Des accords électoraux PS-Verts ont souvent été privilégiés ces dernières années comme la préfiguration d'une nouvelle hégémonie à gauche à notre détriment. Les élections cantonales de mars dernier, et nos résultats, ont montré la limite d'une telle stratégie. Au sein d'EELV, certains continuent aujourd'hui encore de douter d'une candidature écologiste à l'élection présidentielle au nom d'un tel accord législatif. Les semaines à venir nous diront si un tel paquet législatif et programmatique est aujourd'hui possible, et au nom de quelles concessions ou tractations de sommet ?

Pour notre part, nous ne pensons pas que la possibilité d'un tel contrat de législature soit pour le moment à l'ordre du jour, compte tenu de l'écart qui sépare pour l'heure notre programme « L'humain d'abord » des engagements du projet socialiste.

Notre méthode, c'est donc celle du débat public avec les citoyens, de la confrontation publique à gauche, pour faire avancer le contenu des engagements qui devront demain fonder la politique d'une nouvelle majorité. Avec le Front de gauche, nous sommes prêts à ce débat, à cette confrontation. Et nous pouvons nous faire entendre de millions d'électrices et d'électeurs.

Le Parti communiste est évidemment disponible pour toute rencontre avec le Parti socialiste et Europe-Ecologie Les Verts sur toutes ces questions comme il l'a toujours fait.

Comment, donc, faire bouger la situation ? Nous parions, je l'ai dit, sur l'irruption citoyenne dans ce grand débat politique. La disponibilité existe, le scepticisme aussi. Dans la crise, cohabitent des sentiments contradictoires. Les citoyens enragent que leurs idées, leurs compétences, leurs expertises soient tellement méprisées et ignorées quand tant d'incompétence et d'impuissance semblent faire florès au plus haut niveau de décision. La volonté de renouvellement de la politique, de « démocratie réelle » comme disent les indignés, est puissante.

Mais au même moment, la politique semble dessaisie du pouvoir de décider, les centres de décision semblent chaque jour plus éloignés, plus insaisissables dans la mondialisation. Où et comment intervenir, s'en mêler avec efficacité, s'interrogent des millions de nos concitoyens qui ont pourtant des idées pour sortir le pays de la crise ?

Répondre à cette exigence d'intervention devient décisif pour reconquérir la mobilisation politique populaire. « Place au peuple », disons nous avec le Front de gauche et notre candidat Jean-Luc Mélenchon. C'est à la fois notre programme et notre méthode.

Et je crois que c'est possible si l'on veut bien voir ce qui se passe justement parmi les peuples et singulièrement dans notre pays.

Où en sont les peuples ?

Ce qui se déroule sur la planète depuis moins de deux ans semblait à bien des égards inimaginable. Le mouvement populaire grec, précipité dans une crise annonciatrice de la tourmente dans laquelle s'enfonce désormais l'Union européenne, a commencé de remettre des points sur les -i : l'affrontement qui s'aiguise est bien celui qui oppose le monde du travail au capitalisme financier. La connivence des gouvernements et des décideurs financiers est dénoncée, tout comme la soumission aux marchés d'une classe politique, si éloignée de son peuple ressentie comme de la lâcheté et de la trahison.

Désormais, la journée du 15 octobre en a été une illustration, la prise de conscience des intérêts antagoniques de la haute finance et des peuples est massive, la nécessité de changer les « règles du jeu » s'impose et ceux qui ont cherché à apaiser les tensions en promettant de « moraliser le capitalisme » tout en poursuivant le développement de son règne sont pris en étau : l'ordre du jour, sur la planète, est – sur la base des échecs et des dangers que produit le capitalisme – dans quelle société voulons-nous vivre ? Et, si la démocratie aujourd'hui est dévoyée, les peuples commencent, graduellement mais explicitement, à pointer les limites, les faiblesses de systèmes et pratiques politiques qui cantonnent le citoyen à subir entre deux échéances électorales.

Il ne faudrait attribuer au mouvement pluriforme des indignés plus qu'il n'en dit, plus qu'il n'en veut et plus qu'il n'en expérimente. Les mobilisations sociales que connaît la France existent, pour l'heure, à côté d'un mouvement plus global qui s'exprime de manière massive dans les pays d'Europe ou d'Amérique où les antagonismes éclatent. Cependant, ce qui mobilise les indignés de la planète, fait renaître un espoir, fait renaître une certaine confiance dans l'action collective, fait renaître de la soif d'engagement, fait renaître l'hypothèse que les individus et les peuples peuvent peser sur le cours des événements, sur les choix politiques.

L'expérience démocratique des assemblées d'indignés, leurs propositions et revendications portent tout autant sur ce qu'il faudrait faire que sur les manières de faire de la politique.

Les mobilisations sociales dans notre pays ne sont pas moins fortes de ce point de vue pour les femmes et hommes engagés dans l'action pour sauver leur emploi et maintenant le plus souvent leur entreprise elle-même. Ainsi quand nous affirmons que le temps est venu de nouveaux droits pour les salariés dans les entreprises leur permettant de décider, l'idée – si elle doit encore grandir pour gagner en crédibilité – ne fait plus guère de doute ; la question posée est bien : y arriverons-nous ? Arriverons-nous à changer les choses, à imposer et mettre en œuvre cette exigence ?

Ainsi, quels peuvent être nos objectifs dans les batailles qui s'annoncent jusqu'en juin 2012 ?

Pour battre Sarkozy et construire une victoire solide à gauche, nous voulons faire des campagnes présidentielle et législatives du Front de gauche le moyen de lever un élan de

mobilisation populaire de plus en plus conscient autour des grandes idées, des grandes réformes qui devront être imposées par notre peuple à une nouvelle majorité de gauche.

Comment avancer vers cet objectif ? Je vous propose cinq axes de travail.

- Le premier concerne la diffusion et la mise en débat de notre programme « L'humain d'abord ». Depuis sa publication à la Fête de l'Humanité, son succès de diffusion aussi bien militant que commercial est spectaculaire. Le tirage a d'ores et déjà dépassé les 220.000 exemplaires, sans que nous sentions les limites de cette diffusion. Chaque nouvelle livraison est aussitôt épuisée. Cela signifie quelque chose. Je vous propose donc d'en faire un axe structurant de notre campagne, singulièrement jusqu'aux fêtes de Noël, en donnant un caractère désormais visible et très public à cette diffusion. Avec nos partenaires du Front de gauche, nous proposons de faire des 4 et 5 novembre prochains un week-end public national de diffusion du programme devant les entreprises, dans les quartiers, sur les marchés..., en veillant partout à la médiatisation des ces initiatives. Des dispositions sont prises pour alimenter les fédérations.

Nous devons créer un réflexe chez toutes les électrices et les électeurs qui cherchent à se faire une opinion, toutes celles et ceux qui cherchent à gauche : pour discuter sérieusement, il faut avoir dans la poche, il faut avoir lu le programme du Front de gauche. C'est une des conditions d'un bon débat démocratique. Jusqu'à combien de centaines de milliers d'exemplaires pouvant nous aller ? Je ne le sais pas, mais cela peut réellement devenir massif et libérer parmi les citoyens le débat de projet qui sera corseté dans les médias.

A partir de là, nous devons amplifier le débat sur nos axes de propositions. Quels sont-ils ? Je ne redétaille pas tout. Je veux seulement insister sur quelques idées maîtresses.

L'idée centrale peut se résumer aujourd'hui ainsi : « Le temps est venu de reprendre le pouvoir sur nos vies, et pour cela nous voulons demain à nos côtés un gouvernement qui combatta le diktat financier des banques et des marchés. » Oui, reprendre nos vies en main, l'humain d'abord et plus le pouvoir à la finance ! Voilà bien l'idée clé de notre programme et doit devenir l'idée clé de notre campagne.

C'est à partir de là que se décline tous nos grands axes de propositions, qui ne sont pas un simple catalogue, mais donne le sens d'une nouvelle direction pour notre société.

Oui, nous voulons reprendre le contrôle public du secteur bancaire et financier, par des nationalisations, par la création d'un grand pôle public bancaire et financier, par le changement de statut de la BCE que devra demander la France, pour réorienter radicalement tous les critères du crédit, et retrouver la capacité d'orienter les richesses et l'investissement vers la production utile, l'emploi et l'innovation industriels, vers la révolution écologique, vers l'éducation et la recherche, vers le logement, la santé et la protection sociale à tous les âges de la vie.

Oui, nous voulons reprendre la marche en avant des salaires, du Smic pour aller vers les 1700 euros nets, et de toutes les grilles des conventions collectives, en faisant reculer la précarité et

l'insécurité sociale. Nous le voulons parce que chaque euro qui ira aux salaires ne sera plus gâché sur les marchés financiers, parce que c'est nécessaire pour vivre et parce qu'on a jamais vu un pays sortir de la crise sans investir sur sa force de travail.

Oui, nous voulons relancer les services publics et en construire de nouveaux parce que continuer à livrer aux appétits financiers l'énergie, l'eau, les transports, la santé, le logement, l'éducation, la recherche, la culture, c'est de l'irresponsabilité sociale et écologique.

Oui, nous voulons protéger la relance d'une industrie forte, créatrice d'emplois qualifiés, écologiquement innovante, parce que continuer à produire à bas coût, en délocalisant à tout va, n'enrichit que des actionnaires sans scrupules et prive la France d'atouts indispensables pour s'engager dans un nouveau mode de développement.

Oui, nous voulons refonder une nouvelle République, qui démocratise ses élections et ses institutions, qui donne de nouveaux pouvoirs à la société tout entière. Nous voulons mettre en débat cette idée : dès son arrivée au pouvoir, la gauche devra donner de nouveaux droits et pouvoirs aux salariés. Sans la démocratie sociale, la gauche se brisera sur les puissances d'argent.

Oui, nous voulons refonder l'Europe, qui volera en éclats si personne n'a le courage de le faire. N'est-il pas grand temps d'écouter ceux qui avaient tiré la sonnette d'alarme dès 2005 ?

Voilà quelques idées et le sens de ce sur quoi nous voulons ouvrir le débat et rassembler dans la gauche. Je crois que nous avons la force de mettre au cœur du débat populaire ces idées, et si nous y parvenons, cela peut tout changer.

- Le deuxième axe concerne les Assemblées citoyennes. Tout le monde sent bien que de l'investissement plein et entier des citoyens dans la bagarre peut tout dépendre. La présidentielle sera-t-elle une élection subie, une élection par défaut, se limitant au programme minimum – virer Sarkozy - ? Les élections législatives resteront-elles comme en ont rêvé les présidentialistes de tous bords une élection déduite de la présidentielle ? Ou ces deux campagnes seront-elles l'occasion de déclencher l'entrée en scène politique d'une majorité de concitoyens, syndicalistes, militants associatifs, élus locaux, citoyens des quartiers, décidés à imposer ensemble ce qu'ils attendent d'un changement de politique.

Pour cela, nous devons veiller à plusieurs choses : doivent être associés aux assemblées citoyennes non pas les seuls soutiens militants du Front de gauche, mais toutes celles et ceux qui cherchent, veulent débattre, veulent s'en mêler et quel que soit ce qu'ils ont en tête de ce qu'ils feront au printemps. Des électeurs de la primaire socialiste peuvent se retrouver dans ces assemblées. Des syndicalistes qui veulent peser sur le débat mais ne signeront pas d'appel peuvent y trouver leur place. En fait, nous devrions

avoir un mot d'ordre : « Le débat à gauche, c'est là que ce se passe ! » et c'est là que nous devrions pousser la confrontation d'idées .

Les assemblées citoyennes devraient dans cet esprit se fixer des objectifs concrets. Enrichir le programme sur des points précis ; travailler à dire ce que devrait être « les mesures d'urgence d'une alternative politique à gauche ». Sur ces deux points, une synthèse nationale pourrait être envisagée.

Ces assemblées peuvent également jouer un rôle essentiel pour préparer nos campagnes législatives en travaillant sur les axes qui seront développés localement dans le cadre de cette bataille, en travaillant aussi la popularisation de nos projets de loi et leur mise en débat. Les candidats peuvent y jouer un rôle actif.

Cela suppose également de veiller au fonctionnement de ces assemblées qui doivent laisser une place réelle dans la prise de parole, l'animation, la prise de responsabilité aux non militants. C'est une des conditions de leur élargissement et de la réussite.

- Le troisième concerne ce que nous pouvons appeler le Front des luttes. Sous l'impulsion de Marie-George Buffet, de Didier Le Reste, d'Eric Corbeaux et de plusieurs de nos partenaires actifs dans cette démarche, le Front des luttes impulse notre présence aux côtés des salariés engagés dans l'action. Les initiatives chez Fralib, les Fonderies du Poitou, Still Montataire, Arcelor... ont montré la pertinence de cette démarche. Il s'agit de la généraliser et de construire des convergences au travers de propositions figurant dans notre programme ou à élaborer avec les salariés. Une initiative de ce type regroupant plusieurs entreprises est envisagée le 18 novembre suite à la rencontre chez Still Montataire. Cette démarche est extrêmement prometteuse et correspond à notre propre souci de retour dans le monde du travail, où, nous le savons, tant se joue dans la structuration des consciences politiques.

Dans le même esprit, nous pourrions lancer aujourd'hui, dans le prolongement des 250 000 signatures recueillies sur notre pétition, un appel à organiser dans le pays, dans les semaines et les mois à venir, des marches de lutte et de colère contre l'austérité, pour dénoncer le chantage des banques, des marchés financiers et de leurs agences de notations, et porter l'exigence de la hausse des salaires et du pouvoir d'achat populaire, du blocage des prix et des loyers. Les camarades du Nord et du Pas-de-Calais organisent deux marches dans cet esprit le 26 novembre prochain. D'autres départements y réfléchissent et y travaillent. Ces marches pourraient contribuer à ancrer nos campagnes dans la colère populaire et l'action, et donner à voir la tonalité de combat qui est la nôtre.

Je veux dire aussi un mot de la constitution de Fronts thématiques engagée dans un certain nombre de secteurs comme la culture, la recherche ou les migrants. Ces fronts relèvent d'un travail transversal qui emprunte à l'ensemble des démarches que je viens d'évoquer : programme, intervention citoyenne, fronts de lutte. L'intérêt n'est pas la multiplication artificielle de ces fronts thématiques ou le doublon avec des commissions de partis déjà existantes. Nous devons veiller à ce que les démarches engagées correspondent à de vraies problématiques d'élargissement.

- Le quatrième axe concerne le travail en direction des élus locaux. Les élections sénatoriales ont révélé un mouvement de fond. La gravité de la situation des collectivités locales et les menaces que font peser les projets de la droite, les attaques contre les services publics, la montée de la pauvreté en zone rurale ont cristallisé ce mouvement, avec un effet spectaculaire : le basculement de la majorité du Sénat à gauche que la droite pensait pouvoir éviter. Notre bon travail de terrain dans les départements concernés a permis la réélection de quasiment toutes nos sénatrices et sénateurs. Nous devons travailler à prolonger le mouvement qu'ont révélé les résultats des élections sénatoriales. Sur le terrain, où les démarches d'action doivent être encouragées et au Sénat, où notre groupe, sans lequel la majorité de gauche n'existe pas, a commencé à faire valoir de nouvelles propositions. En lien avec l'Aneer, il nous faut amplifier ces mobilisations qui peuvent constituer un front de lutte et de dynamique politique à part entière dans la perspective des échéances de 2012.

Nous allons également entamé la collecte des signatures pour le parrainage de notre candidat à l'élection présidentielle. C'est aussi un élément de mobilisation des élus, et je pense que les conditions sont réunies pour recueillir plus de signatures encore qu'en 2007. Un groupe de travail est mis en place qu'animeront Pascal Savoldelli, en lien avec Denis Rondepierre pour la vie du Parti et les camarades de l'Aneer.

- Le cinquième axe, et non le moindre, concerne les élections législatives. Cette bataille est pour nous constitutive d'une certaine conception des campagnes 2012. A l'inverse d'une présidentialisation conçue pour dessaisir, éloigner, tenir à distance les citoyens, nous voulons mêler les deux campagnes pour mettre au cœur du débat politique, non pas la personnalité qui sera élue à l'Elysée, mais la construction d'une majorité politique et de son projet. Et sans le Front de gauche, pas de majorité de à gauche. C'est donc essentiel. La place de nos parlementaires doit être valorisée dans ces campagnes, dans leurs départements et circonscriptions, mais partout ailleurs. Veillons notamment à populariser leurs initiatives et interventions. Le 1er décembre, nos députés disposent d'une niche parlementaire dans laquelle ils mettront en débat quatre propositions. Faisons connaître ce moment politique.

Pour la campagne, nous sommes engagés dans la désignation de nos candidats. Elle est partout en bonne voie, mais à un rythme qui s'étalera jusqu'en novembre . Veillons jusqu'au bout au respect de la parité de nos candidatures titulaires, qui au-delà de l'aspect financier, est surtout pour nous un enjeu politique et éthique. Mettre nationalement nos candidatures à parité, ce qui semble aujourd'hui possible, est une condition de notre crédibilité politique. C'est mettre nos actes en accord avec nos paroles. C'est se donner les moyens de porter haut et fort le combat pour les droits des femmes dans les batailles qui s'annoncent. Et la tonalité des commentaires entendus à propos des affaires DSK, celle de New-York comme celle de Tristane Banon, doivent nous alerter sur les graves reculs qui menacent le combat contre les violences faites aux femmes. En matière de représentation, le décalage des assemblées avec la

réalité du pays est insupportable. Le seul groupe parlementaire du pays aujourd'hui présidé par une femme est notre groupe au Sénat et c'est une fierté pour notre parti. Cela ne doit pas nous dédouaner mais plutôt nous encourager à poursuivre dans cette voie.

Notre ambition est évidemment d'être présents avec le Front de gauche dans toutes les circonscriptions, en respectant l'accord signé, avec des candidats capables de faire largement progresser nos résultats sur 2007, en réélisant tous les sortants Front de gauche du groupe et en gagnant de nouveaux. Nous jouons l'existence d'un groupe à l'Assemblée nationale et le respect de l'accord passé, est une des conditions de la réussite de la constitution d'un groupe fort à l'Assemblée.

Nous pourrions en janvier dans le cadre de notre assemblée annuelle des animateurs de section réunir l'ensemble de nos candidats aux législatives afin d'ajuster et d'amplifier leur mise en campagne.

Voilà, chers camarades, ce que je voulais vous présenter en introduction.

Un dernier mot pour vous appeler, toutes et tous, à travers vous tout le Parti, à se montrer très audacieux dans les semaines à venir pour le renforcement à venir. De très militants, citoyens, jeunes de notre pays vont chercher cette année les voies d'un engagement politique. Beaucoup peuvent nous rejoindre, à condition, aussi, que nous ayons l'audace de le leur proposer. A l'issue de l'année 2012, nous tiendrons un très important congrès du Parti comme nous l'avons décidé. Ce congrès sera chargé d'évaluer la poursuite de nos initiatives stratégiques dans le cadre de la nouvelle situation politique inévitablement créée au printemps prochain, d'avancer sur notre projet et sur les transformations du Parti. Nous remettrons très vite en route notre travail sur ces deux points, en parallèle des batailles du premier semestre. Nous aurons de toute façon du maximum de forces nouvelles. Alors, comme j'y invite dans les dernières pages de mon livre, ouvrons grandes et sans tarder les portes du Parti à toutes ces forces.

En cette période, la responsabilité du Parti pour déployer la stratégie du Front de gauche est importante et il nous faut donner aux militants les moyens de ce déploiement. A cet égard, nous éditons un 4 pages qui servira à la mise en place des assemblées citoyennes et nous serons en nombre, le 1^{er} décembre à Marseille, au rendez-vous du premier des meetings nationaux de la présidentielle.

Je vous remercie.